



DOCUMENT BRIEF

# Le rôle des organisations de la société civile dans le modèle de développement du district pilote dans la municipalité du district de Waterberg, province de Limpopo



**cooperative governance  
& traditional affairs**

Department:  
Cooperative Governance and Traditional Affairs  
REPUBLIC OF SOUTH AFRICA



**planning, monitoring  
& evaluation**

Department:  
Planning, Monitoring and Evaluation  
REPUBLIC OF SOUTH AFRICA

## INTRODUCTION

Le gouvernement sud-africain a adopté le modèle de développement des districts (DDM) comme modèle opérationnel pour améliorer la gouvernance coopérative et construire un État capable, éthique et développant. Dans son discours sur le budget 2019, le président Cyril Ramaphosa a conclu que la mauvaise coordination au sein des départements gouvernementaux entraîne une planification incohérente (approche en silo), ainsi qu'un suivi et une mise en œuvre médiocres des programmes. Par la suite, le Cabinet a approuvé le modèle, par lequel, le gouvernement a cherché un changement de paradigme par lequel 52 municipalités de district et métropolitaines en Afrique du Sud doivent développer et mettre en œuvre " Un plan " pour améliorer la coordination des institutions de l'État dans le développement des infrastructures et la prestation de services. Le département de la gouvernance coopérative et des affaires traditionnelles (CoGTA) a commencé à piloter le DDM dans trois districts - eThekweni, OR Tambo et Waterberg District Municipalities.

En 2022, le département de la gouvernance coopérative et des affaires traditionnelles (CoGTA), en partenariat avec Twende Mbele - un partenariat gouvernemental multilatéral - a commandé une étude sur le DDM piloté dans le district de Waterberg. L'objectif principal de l'étude était de développer un consensus sur le rôle des organisations de la société civile dans le DDM, en particulier leur contribution à la planification, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation du DDM "One Plan". Planact a mené les recherches pour l'étude sur une période de trois mois. Un total de 136 personnes représentant 113 organisations de la société civile dans les cinq municipalités locales ont participé à l'étude.

L'étude s'est concentrée sur six questions thématiques, qui ont servi de base à la présentation des résultats, à savoir :

- La sensibilisation au Modèle de développement du district (DDM) ;
- La connaissance du Plan unique de Waterberg ;
- Les modes de communication sur le DDM et le plan unique utilisés par les municipalités ;
- L'étendue et la qualité de la participation de la société civile (y compris le DDM Hub) ;
- Défis et opportunités concernant l'implication des organisations de la société civile dans le plan unique ; et
- les stratégies possibles pour améliorer la participation des organisations de la société civile au développement du plan unique.

## OBJECTIF DE L'ÉTUDE

1. Identifier les pratiques actuelles dans le district de Waterberg, dans le Limpopo, en ce qui concerne la participation de la société civile à la formulation et à la mise en œuvre du plan unique du district de Waterberg.
2. Explorer les domaines possibles de collaboration entre le District de Waterberg et les OSC nécessaires pour améliorer la mise en œuvre et l'évaluation du Plan Unique.
3. Identifier les mécanismes/outils/idées concernant la collaboration dans le DDM, qui peuvent être mis à l'échelle et testés au niveau national. 4.
4. Développer des recommandations pour renforcer la collaboration entre les municipalités du district et la société civile dans le développement du "Plan Unique".

En tant que telle, l'étude servira de base au développement des mécanismes qui soutiennent une collaboration productive et durable entre le gouvernement et la société civile au sein du système national sud-africain de suivi et d'évaluation. Bien que ce projet examine le sujet dans le contexte du district de Waterberg, les principaux utilisateurs de la recherche seront les fonctionnaires du gouvernement local et d'autres institutions publiques impliquées dans la facilitation du DDM. Les autres publics cibles sont les organisations de la société civile et les communautés désireuses de comprendre leur rôle dans le DDM.

## DÉFINITION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

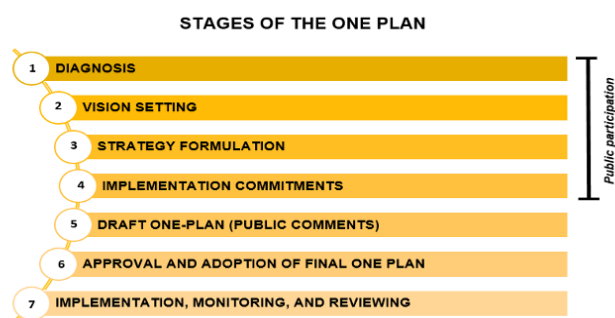
Les organisations de la société civile (OSC) désignent les formations suivantes : les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations communautaires (OC), les organisations confessionnelles (OC), les organisations bénévoles (OV), les mouvements sociaux (MS) et les syndicats. Les OSC en développement professionnel fournissent des services aux groupes vulnérables de la société en préconisant des approches innovantes et/ou alternatives aux processus du gouvernement et aux programmes de développement public, à des fins de transformation. Les OSC appliquent des interventions de plaidoyer et/ou d'activisme. Les OSC de bienfaisance et d'aide sociale fournissent un service permanent aux groupes vulnérables de la société et aux animaux, par exemple les foyers institutionnels pour femmes et enfants maltraités, les centres de soins de santé, les maisons de retraite, la protection des animaux, etc.

## LE ONE PLAN

La mise en œuvre du modèle repose sur One Plan, cadre stratégique intergouvernemental (IG) à long terme de 25 à 30 ans, qui oriente les investissements, le développement et la prestation de services par rapport à chacun des districts et des espaces métropolitains (CoGTA 2020). En substance, les plans uniques doivent décrire les engagements de développement et les impacts attendus des projets mis en œuvre par les différentes municipalités. Les lignes directrices du processus de plan unique stipulent que les différentes catégories de municipalités situées dans un espace géographique particulier doivent développer les plans uniques conjointement. Cette collaboration doit inclure, entre autres, des sessions de planification intergouvernementales, une réflexion sur la recherche et des dialogues axés sur l'innovation.

Il est essentiel que les OSC soient impliquées et que leurs points de vue soient intégrés dans les plans uniques. En outre, la CoGTA souligne qu'un réseau de soutien catalytique doit être mis en place pour faciliter la collaboration entre les différentes institutions de l'État, et entre les OSC et le gouvernement. Un autre instrument important qui sous-tend le plan unique est le guide du contenu qui décrit les éléments du contenu du plan unique, favorisant ainsi l'uniformité et le contrôle de la qualité. Cette étude examine donc la nature de la participation des OSC au Plan unique du district de Waterberg par rapport aux étapes décrites dans les directives du processus du Plan unique.

Le diagramme ci-dessous (figure 1) montre les sept étapes d'un plan unique, et l'obligation de participation du public aux étapes un à quatre est indiquée.



**Figure 1:** Étapes adaptées de la CoGTA, 2020

## L'ÉNONCÉ DU PROBLÈME

Bien qu'il soit positionné comme un cadre permettant d'améliorer la planification et la budgétisation intergouvernementales et intégrées, ainsi que l'implication des autres acteurs du gouvernement local, la participation des organisations de la société civile ne s'est pas encore concrétisée dans le système du plan unique du DDM. Le cadre stipule de manière inadéquate les processus d'engagement systématique de la société civile dans le développement des plans pour chaque district.

Les aspects techniques de la coordination intra et interdépartementale se font au détriment d'autres activités et processus de coordination au niveau du district, et l'exclusion des acteurs non gouvernementaux limite encore plus le succès potentiel du DDM à provoquer des changements dans les communautés. Les forums Khawuleza ont été le principal outil utilisé pour accéder aux membres de la communauté/société civile jusqu'à présent. Cependant, le processus de définition d'un rôle permanent pour la société civile et la manière de le mettre en œuvre systématiquement n'ont pas fait partie de ces forums.

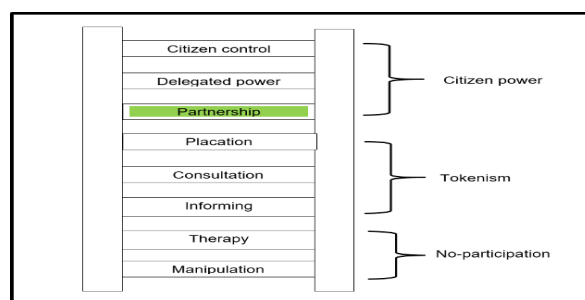
## RATIONNEL

La nécessité d'une consultation et d'une contribution significatives des OSC et des communautés locales aux processus, politiques et programmes municipaux est bien établie dans la législation et la politique publique sud-africaines. Par exemple, la loi sur les structures municipales (1998) stipule que la prise de décision dans la sphère du gouvernement local doit être basée sur les besoins de la population, et que les municipalités doivent développer des mécanismes de consultation communautaire. La loi sur les systèmes municipaux (2002) prévoit un système de gouvernance participative dans lequel les citoyens ont le droit de contribuer aux processus décisionnels. De même, le Plan national de développement (2013-2030) engage le gouvernement local à établir des relations de confiance avec les communautés afin d'établir des partenariats durables.

Ces mandats sont d'une importance capitale si l'on veut que les dispositions fondamentales du DDM soient appliquées avec succès par le biais des plans municipaux uniques. Le plan unique de Waterberg ne pourra être efficace que si une compréhension approfondie des besoins des communautés concernées est pleinement intégrée dans les objectifs et les méthodes de mise en œuvre du plan, ce qui ne peut être réalisé que par un engagement profond avec les communautés elles-mêmes. Les communautés doivent avoir un sentiment d'inclusion et d'appropriation de ces initiatives afin d'y participer. Cette étude a cherché à évaluer la profondeur et la qualité de la participation de la société civile et des communautés dans le développement du Plan Unique de Waterberg afin d'identifier les leçons apprises pour informer le rôle inclusif, intégré et participatif du DDM à travers le pays.

## CADRE CONCEPTUEL

Ce projet de recherche utilise l'échelle de participation citoyenne d'Arnstein, qui fournit un continuum de pouvoir participatif allant de la non-participation à la participation citoyenne (pouvoir réel).



**Figure 2:** Arnstein Ladder of Citizen Participation (Arnstein 1969)

## MÉTHODE DE RECHERCHE

Les chercheurs ont utilisé des méthodes de recherche qualitatives afin de comprendre le rôle des organisations de la société civile dans le DDM. L'approche qualitative permet de mieux comprendre la question étudiée en décrivant les phénomènes et en expliquant comment et pourquoi ils se produisent, et dans quelles circonstances (Dawadi et al 2021 : 27). Les méthodes de recherche comprenaient une étude documentaire et des entretiens approfondis avec trois groupes de parties prenantes : les fonctionnaires des ministères nationaux, les fonctionnaires municipaux et les organisations de la société civile. L'équipe de recherche a également examiné la littérature sur la contribution de la société civile au développement des programmes, en particulier les organisations communautaires opérant au niveau local.

Cette étude utilise une vision du monde transformative, qui s'intéresse à "un programme d'action pour la réforme qui peut changer la vie des participants, les institutions dans lesquelles les individus travaillent et vivent ou même la vie des chercheurs" (Creswell 2013). Pour cette raison, la triangulation ou une combinaison de différentes méthodes de recherche était nécessaire pour augmenter la crédibilité des données.

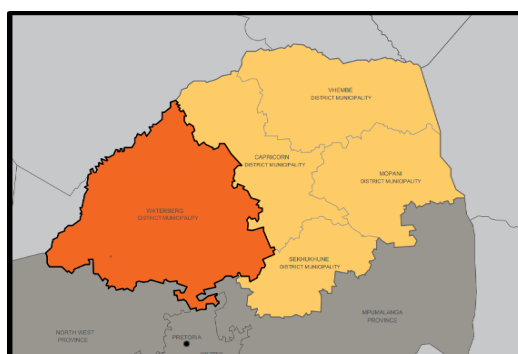
## QUESTION DE RECHERCHE

**The La principale question** de recherche est la suivante : comment les organisations de la société civile peuvent-elles collaborer efficacement avec les institutions de l'État dans la chaîne de valeur du modèle de développement des districts d'Afrique du Sud ? de développement d'Afrique du Sud ? Les **questions secondaires de la recherche** sont les suivantes :

1. Quelle est la nature actuelle des relations entre le gouvernement et la société civile, en ce qui concerne le DDM?
2. Quelles sont les parties de la chaîne de valeur du DDM qui se prêtent le mieux à une collaboration OSC-gouvernement?
3. Quels sont les facteurs critiques de succès pour le renforcement de la collaboration dans le site pilote (District de Waterberg), qui pourraient être étendus (et soutenus par la littérature) pour s'assurer que le plan de mise en œuvre du DDM a également un succès critique?
4. Quels sont les facteurs contextuels qui déterminent le succès de la collaboration entre le gouvernement et les OSC?
5. Quels sont les outils/platformes/systèmes existants sur lesquels on peut s'appuyer pour exploiter les ressources existantes pour la communication et la collaboration entre le gouvernement et les OSC?

## WATERBERG DISTRICT MUNICIPALITÉ

Le district de Waterberg, largement rural, est composé de cinq municipalités locales : Bela-Bela LM, Lephalale LM, Modimolle-Mookgopong LM, Mogalakwena LM et Thabazimbi LM. Le district est également composé de 80 circonscriptions, 6 villes, 11 cantons, 216 villages et 30 établissements informels. Le district compte 11 conseils traditionnels et environ 47% de la population du district vit dans des zones d'autorité traditionnelle (IDP 2021). Vous trouverez ci-dessous de brefs profils de la municipalité générés à partir de documents municipaux, y compris leurs PDI.



Provincial Boundary	
Neighbouring provinces	
Neighbouring countries	
Municipal Boundary	
Waterberg District Municipality	
Neighbouring district municipalities	
Pretoria	

**Figure 3:** Carte montrant la localisation de Waterberg et des autres municipalités du district Adapté de Google Maps par Planact

## LE RÔLE DES SOCIÉTÉS CIVILES (CSO)

Le rôle important de la société civile pour aider à façonner des politiques et des pratiques municipales favorables aux pauvres est également souligné par CALUSA (2019:1) qui affirme que:

*Les personnes marginalisées et défavorisées d'une communauté bénéficient de l'engagement de la société civile dans l'élaboration des politiques, en particulier lorsque cet engagement est légitime et bien informé.*

Une véritable participation communautaire est un processus dans lequel les gens, et en particulier les personnes défavorisées, influencent l'allocation des ressources, ainsi que la formulation et la mise en œuvre des politiques et des programmes (Imparato et Ruster 2003:42). Cela suggère que les gens devraient être impliqués dans toutes les étapes de la planification du développement et de la conception des projets.

Soulignant l'importance de la contribution des OSC à l'élaboration du plan unique de DDM, les directives officielles de mise en œuvre prévoient la participation des parties prenantes et de la communauté aux étapes suivantes :

- Diagnostic (analyse de la situation) ;
- Définition de la vision ;
- Formulation de la stratégie ; et
- Engagements de mise en œuvre.

Cependant, le document One Plan du district de Waterberg (2021) reconnaît que les engagements de la société civile dans la formulation du One Plan ont été limités, tant en termes de nombre de réunions organisées que de nombre de personnes présentes. Ceci était, en grande partie, dû au respect nécessaire des protocoles COVID. Par conséquent, peu de personnes ont assisté aux forums représentatifs de l'IDP au cours desquels le projet de Plan unique de Waterberg a été présenté et discuté, en même temps que l'IDP. Le Plan a donc conclu que les larges engagements publics n'ont pas été menés à l'échelle, au niveau et à la norme attendus.

Une plus grande implication dans la phase de définition de la vision aurait permis de s'assurer que les OSC, et les communautés qu'elles représentent, avaient un sentiment d'appropriation et un intérêt à contribuer à la réalisation de la vision du One Plan. De même, une plus grande participation des OSC à la formulation de la stratégie et aux engagements de mise en œuvre aurait pu rendre le Plan unique plus efficace.

***Cette étude visait à évaluer la profondeur et la qualité de la participation de la société civile et de la communauté dans le développement du Plan Unique de Waterberg afin d'identifier les leçons apprises pour informer le rôle inclusif, intégré et participatif du DDM à travers le pays.***

## CONCLUSIONS

**1. La plupart des consultations pour le Plan unique se sont déroulées à un niveau élevé, ce qui a empêché la plupart des organisations basées dans les communautés.** Les consultations n'ont pas touché beaucoup d'OSC, mais se sont plutôt concentrées sur les engagements inter et intra-départementaux. Par conséquent, plus de 90 % des OSC n'étaient pas au courant du DDM et n'ont pas participé aux étapes du Plan unique. Par exemple, dans la municipalité locale de Thabazimbi, seuls deux des 30 participants étaient pleinement conscients du DDM.

**2. La sous-consultation des municipalités concernant le Plan unique s'est traduite par une réponse et des engagements passifs avec les OSC.** Les municipalités ont observé que le district de Waterberg n'a pas réussi à intégrer correctement le Plan unique dans les systèmes des municipalités locales. Cela a contribué à l'exclusion des OSC du Plan unique, dans le sens où les municipalités n'avaient pas prévu de programmes de sensibilisation et d'éducation sur mesure et ne les ont pas engagées spécifiquement sur le Plan unique.

**3. Les organisations de la société civile considèrent le diagnostic, la définition de la vision et la formulation de la stratégie comme des étapes critiques justifiant leur participation active.** Une plus grande implication dans les étapes de diagnostic, de définition de la vision et de formulation de la stratégie aurait permis de s'assurer que les OSC, et les communautés qu'elles représentent, aient un sentiment d'appropriation et un intérêt à contribuer à la réalisation de la vision du Plan unique.

**4. Les municipalités peuvent faire beaucoup plus d'efforts pour consulter les organisations de la société civile (OSC) de manière exhaustive.** Nonobstant le fait que les municipalités ne reçoivent pas de financement spécifique pour l'implication des OSC dans le Plan unique, des processus d'engagement communautaire élargis sont nécessaires pour faciliter la participation des organisations communautaires (OC). Un tel effort ne devrait pas nécessiter d'importantes compétences ou ressources supplémentaires.

**5. L'engagement avec les communautés est essentiel et doit aller au-delà de la seule inclusion des OSC.** Tous les membres de la communauté ne sont pas représentés par les OSC en termes de besoins, d'expériences et d'idées. Les municipalités doivent faire un effort concerté pour créer d'autres espaces d'engagement afin d'atteindre ces communautés et de faciliter leur contribution significative au développement du Plan unique.

**6. Les processus de participation des gouvernements locaux existants sont mal équipés pour promouvoir efficacement l'engagement des OSC dans le Plan unique.** Peu d'initiatives ont été prises par les municipalités pour créer une relation efficace avec les OSC et, de ce fait, la consultation pour le développement du Plan unique de DDM pour la municipalité de Waterberg a principalement utilisé le processus consultatif standard du Plan de développement intégré (PDI). Les espaces traditionnels de participation (qui sont déjà faibles) ont été encore plus restreints par les restrictions de fermeture liées à la pandémie de Covid-19, qui ont limité les mouvements de personnes et les interactions.

**7. L'absence d'un réseau inclusif d'OSC exacerbe la marginalisation des OSC dans le Hub du district.** L'étude constate que les municipalités ne disposent pas d'un réseau d'OSC dynamique, qui pourrait catalyser l'implication de ses membres dans le Plan Unique et le Hub de District. Les facteurs critiques de succès pour renforcer la collaboration dans le site pilote comprennent l'éducation de la communauté autour du Plan Unique de DDM, la facilitation de la création d'un réseau inclusif d'OSC et le soutien de leur représentation dans le Hub du district de Waterberg.

**8. De nombreuses OSC ne disposent pas des ressources nécessaires pour participer aux processus du gouvernement local. Par conséquent, même si elles étaient au courant du DDM, leur participation aurait**

**été limitée.** Actuellement, les municipalités ne sont financées que pour le fonctionnement des DDM Hubs, ce qui suggère que les municipalités ont un financement limité pour soutenir la participation des OSC au DDM. Les municipalités doivent tirer parti des ressources existantes et développer des mécanismes pour remplir ce mandat. Les mécanismes alternatifs ne cherchent pas à remplacer les processus de gouvernance locale existants tels que le PDI et la budgétisation municipale, qui ont été mal mis en œuvre, entraînant l'apathie des OSC.

## RECOMMANDATIONS

1. Le CoGTA et les municipalités doivent créer un environnement favorable en développant des directives complètes pour impliquer les OSC dans le processus de développement du Plan Unique.
2. Le CoGTA provincial et les municipalités de district devraient développer un programme complet de sensibilisation au DDM visant à atteindre beaucoup plus d'OSC, en incluant notamment les organisations à base communautaire (OBC).
3. La CoGTA provinciale et la municipalité de district devraient établir un forum intergouvernemental de participation publique comprenant toutes les municipalités locales pour mettre en œuvre le programme de sensibilisation au DDM visant à atteindre toutes les OSC.
4. Le CoGTA provincial, le district et les municipalités locales devraient (éventuellement en utilisant le forum intergouvernemental décrit ci-dessus) mobiliser les OSC et faciliter un réseau qui engagera activement et représentera les OSC dans le développement, la mise en œuvre et l'évaluation du Plan Unique.
5. En s'appuyant sur le soutien du Hub, les municipalités locales et de district devraient fournir un soutien technique (tel que la conformité législative, la planification et la budgétisation, et l'évaluation des résultats) aux OSC pendant l'engagement à chaque étape du Plan unique afin de maximiser la capacité des OSC à contribuer de manière significative au plan.
6. Les districts et les municipalités locales doivent intégrer les processus de consultation du Plan unique avec les groupes défavorisés, tels que les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, et encourager la sensibilisation aux droits et à la solidarité pour prévenir les tentatives de détournement des avantages.
7. En consultation avec les municipalités locales et d'autres parties prenantes, la municipalité de district devrait mener un exercice complet de cartographie des parties prenantes et créer et mettre constamment à jour une base de données centrale des OSC actives dans la région de Waterberg.
8. Actuellement, les municipalités ne sont financées que pour le fonctionnement des DDM Hubs. Le gouvernement national (Trésor et CoGTA) devrait mettre des fonds à la disposition des municipalités pour leur permettre d'entreprendre un engagement beaucoup plus large de la société civile. Ces fonds doivent être réservés spécifiquement à l'engagement communautaire autour du Plan unique.
9. Dans le même temps, les municipalités doivent faire de l'engagement de la société civile autour du Plan unique une priorité absolue et doivent maximiser l'utilisation de leurs ressources existantes vers cet objectif.
10. La CoGTA et la DBSA devraient publier un rapport ou développer un mécanisme clair de publication et de mise en œuvre des changements émanant de la consultation publique, en ce qui concerne le Plan Unique. De tels mécanismes aideront à restaurer la confiance des OSC dans le gouvernement local et à promouvoir leur participation au DDM.
11. Les municipalités doivent s'assurer que la participation du public intervient plus tôt dans l'élaboration du Plan unique, en particulier dans les phases de diagnostic et de définition de la vision.

## BIBLIOGRAPHIE

- Arnstein, S.R. (1969). 'A Ladder of Citizen Participation'. *Journal of the American Institute of Planners* 35 (4): 216-224, DOI: [10.1080/01944366908977225](https://doi.org/10.1080/01944366908977225)
- Cresswell, J (2013). *Qualitative Enquiry Research Design: choosing among five approaches*, (third edition). Los Angeles: Sage.
- CoGTA (2020). DDM Implementation Framework. Annexure 1: One Plan Process Guideline. CoGTA.
- CoGTA (2020). DDM Implementation Framework Annexure 2: Establishment of DDM Hubs. CoGTA.
- CoGTA (2020). Presentations on District Development Model and related service delivery issues to PC on Human Settlements, Water, and Sanitation.
- CoGTA (2020). District Development Model. Overall DDM Strategy: implementation and institutionalisation. DDM Orientation and Planning CoGTA- DBSA
- CoGTA (2020). Towards a District Development Model: National Technical Planning Forum. Available: <https://edse.org.za/wp-content/uploads/2020/09/DDM-Presentation.pdf>
- CoGTA (2019). *Towards a District Development Model*. Presentation to the Portfolio Committee on Cooperative Governance. Available online at [www.pmg.org.za](http://www.pmg.org.za)
- Dawadi, S., Shrestha, S., and Giri, R. A. (2021). 'Mixed-Methods Research: a discussion on its types, challenges, and criticisms'. *Journal of Practical Studies in Education* 2 (2): 25-36 DOI: <https://doi.org/10.46809/jpse.v2i2.20>
- South African Government. (2019). 'President Cyril Ramaphosa launches District Development Model and 16 Days of Activism for No Violence Against Women and Children Campaign, 25 to 26 Nov'. Available: <https://www.gov.za/speeches/president-visits-limpopo-district%C2%A0model-and-16-days-launches-22-nov-2019-0000>
- The Local Government Municipal System Act 32 of 2000. Available at: <https://www.gov.za/documents/local-government-municipal-systems-act>
- The Local Government: Municipal Structures Amendment Act 1 of 2003. Available at: [https://www.gov.za/sites/default/files/gcis\\_document/201409/a1-03.pdf](https://www.gov.za/sites/default/files/gcis_document/201409/a1-03.pdf)
- The Intergovernmental Relations Framework Act, No. 13 of 2005. Available at: <https://www.gov.za/documents/intergovernmental-relations-framework-act>
- The Constitution of the Republic of South Africa, 1996. Available at: <https://www.gov.za/documents/constitution/constitution-republic-south-africa-1996-1>
- Waterberg District Municipality. (2021). Final Integrated Development Plan 2021/2022-2025/2026.
- Waterberg District Hub. (2021). Waterberg District One Plan (draft) Limpopo. Available at: <http://www.waterberg.gov.za/docs/budget/Draft%20Waterberg%20One%20Plan-compressed.pdf>

# Le rôle des organisations de la société civile dans le modèle de développement du district pilote dans la municipalité du district de Waterberg, province de Limpopo



**TWENDE MBELE**

[www.twendembele.org](http://www.twendembele.org)

TWENDE MBELE is a multi-country peer-learning partnership centred on country government priorities for building national evaluation systems in an effort to improve government performance and accountability to citizens.

**Telephone: +27 (0) 11 717 3453 | Email: [info@twendembele.org](mailto:info@twendembele.org)**

University of the Witwatersrand  
2 St David's Place, Parktown, Johannesburg  
Telephone: +27 11 717 3157; Fax: +27 86 765 5860

 [@TwendeMnE](https://twitter.com/TwendeMnE)  <http://www.twendembele.org>